



La Jordanie décrète ses frontières avec la Syrie et l'Irak , "zones militaires fermées" (France 24, édition du 21/06/2016)



Quelques heures après l'attentat-suicide qui a tué mardi six soldats jordaniens à la frontière syro-jordanienne, Amman a annoncé la fermeture de ses frontières avec la Syrie et l'Irak, les décrétant "zones militaires fermées". Amman a décrété que ses frontières avec la Syrie et l'Irak étaient désormais des zones militaires fermées. Une décision en réaction à l'attentat-suicide à la voiture piégée perpétré mardi 21 juin à

la frontière syro-jordanienne, et qui a coûté la vie à six militaires jordaniens. L'armée n'a pas explicitement dit si cette mesure signifiait une fermeture de la frontière aux Syriens qui fuient par dizaines de milliers leur pays en guerre via les deux seuls points de passage encore ouverts et contrôlés fermement par les militaires jordaniens. Interrogé par l'AFP, le porte-parole du gouvernement, Mohamed Momani, a précisé que cette décision ne concernait pas "les cas humanitaires qui seront traités selon la situation sur le terrain et l'appréciation de nos forces armées", en allusion aux réfugiés.

L'attentat n'a pas été revendiqué

La mesure a été annoncée quelques heures après que le roi Abdallah II, qui s'est rendu au QG de l'armée à Amman, a promis de "frapper avec une main de fer quiconque tentera de porter atteinte à la sécurité du pays ou de ses frontières". L'attentat, qui n'a pas été revendiqué, s'est produit dans le nord-est de la Jordanie, dans un no man's land formé par le triangle où se rejoignent les frontières du royaume avec la Syrie et l'Irak. Plus de 60 000 Syriens souhaitant se réfugier en Jordanie, y sont massés, selon les derniers chiffres officiels jordaniens. La voiture piégée conduite par un kamikaze est partie du camp de fortune de réfugiés syriens, avant de passer par une ouverture, dans une barrière de terre séparant le camp et la première position de l'armée dans la région de Rokbane, a indiqué l'armée dans un communiqué. Le conducteur a fait exploser son véhicule au niveau de la "position militaire avancée". Quatre gardes-frontières, un membre des services de sécurité et un agent de la protection civile ont péri alors que 14 militaire ont été blessés, a-t-elle précisé. La Jordanie inquiète de l'infiltration de jihadiste dans le flux de réfugiés Ce genre d'attentats est rare en Jordanie. Le pays participe depuis 2014 à la coalition internationale conduite par les États-Unis contre les jihadistes de l'organisation État islamique (EI), implanté en Syrie et en Irak. Le royaume a en outre mis ses bases aériennes à la disposition des États-Unis et la France pour lutter contre l'EI. Malgré la guerre qui ravage la Syrie depuis plus de cinq ans et l'instabilité sécuritaire et politique en Irak, la Jordanie était restée jusque-là relativement épargnée par les violences et insiste sur sa neutralité. L'attentat accentue les inquiétudes d'Amman qui exprime régulièrement des craintes de voir les jihadistes s'infiltrer depuis la Syrie, notamment en se fondant aux réfugiés syriens accueillis dans le pays. Après l'attentat de mardi, le gouvernement a annoncé qu'il envisageait des "mesures souveraines". "Il n'y aura pas d'installation de nouveaux camps de réfugiés dans le royaume ni d'extension des camps déjà existants", a dit Mohamed Momani. Le HCR avait pourtant récemment exhorté les autorités jordaniennes à "cesser de bloquer les gens dans les zones frontalières" et à "les transférer rapidement vers des centres de transit". La Jordanie accueille plus de 600 000 réfugiés syriens selon les chiffres de l'ONU, 1,4 million selon les autorités. Près de 2 000 Syriens parmi les réfugiés sont soupçonnés de collaborer avec l'EI, a prévenu en mai le chef des gardes-frontières, le général Saber Al-Mahayra, ajoutant que des armes et des munitions avaient été saisies auprès de réfugiés.

Jordanie: les islamistes reviennent au Parlement (Le Parisien, édition du 21/09/2016)

La commission électorale a commencé mercredi à annoncer au compte-gouttes les résultats des législatives, marquées par le retour au Parlement des Frères musulmans qui se disent assurés de remporter plus de 16 sièges sur 130. "Jusqu'ici, on peut parler de 16 sièges quasi sûrs. Et nous sommes toujours en compétition pour quelques autres", a déclaré à l'AFP Zaki ben Rshaid, un des principaux dirigeants des Frères musulmans, à la tête d'une coalition électorale. Les prévisions des islamistes se basent sur les estimations de leurs observateurs dans les bureaux de vote, le dépouillement étant toujours en cours dans la plupart des bureaux, selon la Commission électorale. Près de 24 heures après la clôture du scrutin, la commission n'a annoncé que les résultats préliminaires dans 3 circonscriptions sur 23. "Le reste des résultats seront annoncés au fur et à mesure", a précisé la commission, sans préciser quand doit se terminer le dépouillement. Près de 1,5 million d'électeurs, sur 4,1 millions d'inscrits sur les listes électorales, avaient voté mardi pour renouveler le Parlement. Ils avaient été 1,2 million lors du dernier scrutin de 2013. Les experts ne prévoient pas de grands changements dans la composition du Parlement, qui jouit de pouvoirs limités. La majorité des sièges devraient rester occupés par des hommes d'affaires et des responsables de tribus loyaux à la monarchie. "La présence des autres partis sera très faible", a indiqué M. ben Rshaid. "La grande majorité sera composée comme d'habitude par des députés acquis au pouvoir", a-t-il dit. Les Frères musulmans avaient boudé les élections en 2010 et 2013 pour dénoncer des scrutins entachés d'irrégularités et une loi électorale qui comprenait un système controversé de "voix unique" avantageant les candidats des tribus. Les islamistes critiquaient également le découpage des circonscriptions électorales, jugé injuste, et exigeaient l'instauration d'un système parlementaire dans lequel le Premier ministre serait issu de la majorité du Parlement, et non plus nommé par le roi. Or les autorités ont amendé récemment la loi électorale, affirmant avoir entamé des réformes pour "consolider la démocratie" dans le royaume.

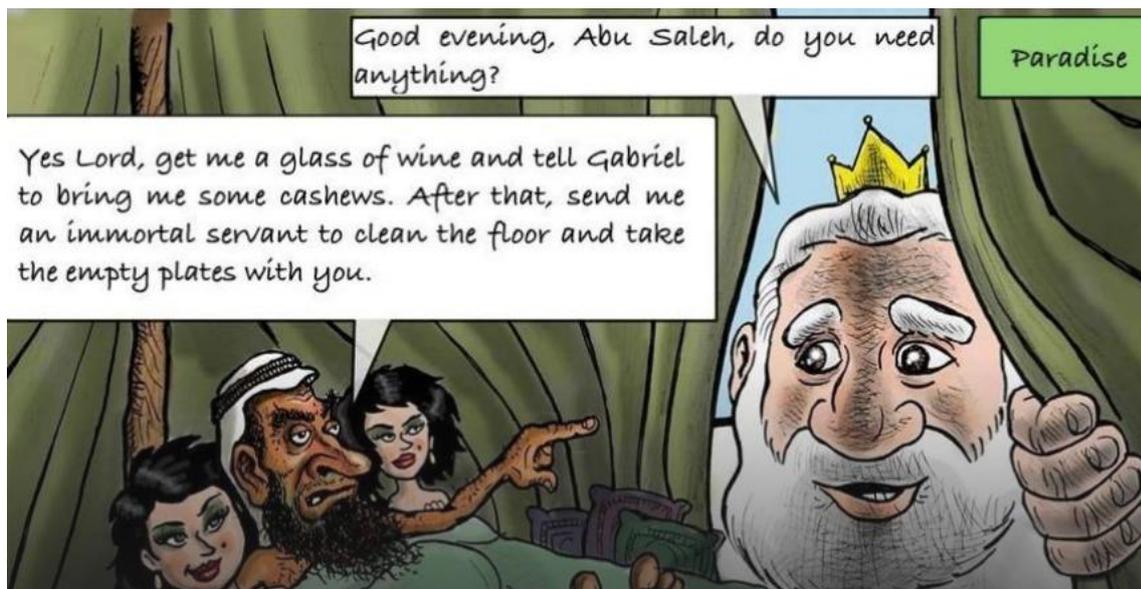


'Véritable victoire'

Même si les réformes sont jugées insuffisantes par les islamistes, ces derniers, affaiblis par des divisions internes et une répression des autorités, ont décidé en juin de participer au scrutin pour retrouver leur "légitimité" et améliorer leur rapport avec le pouvoir, selon des analystes. La Coalition nationale pour la réforme, formée par le Front de l'action islamique (FAI), bras politique des Frères musulmans, s'est félicitée de la mobilisation de ses partisans. Elle a parallèlement dénoncé "plusieurs" irrégularités, notamment des tentatives d'influencer les électeurs et l'achat de voix devant des centres de vote. La Commission électorale a annoncé mardi soir l'annulation du scrutin dans la circonscription d'Al-Badya al-Wosta (au sud d'Amman) où une dizaine d'urnes ont été détruites par des casseurs. Il sera organisé de nouveau à une date ultérieure. Le ministère de l'Intérieur a déploré de son côté des "petits incidents" dans certaines régions, tandis que les observateurs de l'Union européenne ont fait état de "transport organisé" d'électeurs ainsi que "de la présence d'affiches et de bannières" de candidats dans certains bureaux de vote. Le scrutin se déroule dans un contexte délicat car l'économie est sévèrement affectée par les conflits faisant rage dans les pays voisins, en Irak et en Syrie, et par l'accueil de centaines de milliers de réfugiés, qui pèse lourdement sur les finances du pays. S'exprimant à New York devant l'Assemblée générale de l'ONU, le roi Abdallah II a qualifié mardi soir de "véritable victoire" l'organisation de ce scrutin dans le contexte que connaît son pays. "C'est un processus dans lequel nous nous sommes engagés malgré les troubles dans la région et le fardeau des réfugiés", a-t-il déclaré. Membre actif de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, qui combat le groupe Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie, la Jordanie craint depuis plusieurs années une contagion de la menace jihadiste sur son territoire.

Jordanie : un écrivain assassiné après une caricature jugée offensante pour l'islam (Le Parisien, édition du 25/09/2016)

Un écrivain jordanien controversé, Nahed Hattar, a été assassiné dimanche devant un tribunal d'Amman, la capitale, où il était jugé pour avoir publié une caricature considérée comme offensante à l'islam, rapporte l'agence officielle



Petra. L'agence indique que Nahed Hattar a été tué de trois balles, précisant que «l'assassin a été arrêté». Des témoins ont précisé qu'un homme avait ouvert le feu sur l'écrivain devant le tribunal à Abdali, dans le centre d'Amman. L'écrivain chrétien avait été arrêté le 13 août après avoir publié sur son compte Facebook une caricature se moquant des djihadistes de Daech. Il a été accusé par les autorités d'«incitation aux dissensions confessionnelles» et d'«insulte» à l'égard de l'islam, avant d'être libéré début septembre sous caution. L'islam interdit toute représentation de Dieu. Le procureur général jordanien avait imposé un black-out sur cette affaire.

La caricature illustre la vision du paradis par les djihadistes de Daech. Elle montre l'intérieur d'une tente avec un combattant de Daech couché dans son lit dans les bras de deux femmes. Dieu apparaît furtivement à travers l'ouverture de la tente et demande au djihadiste s'il a besoin de quelque chose. Ce dernier s'adressant à Dieu comme à un serviteur lui répond qu'il aimerait «un verre de vin... et des noix de cajou!». Il ordonne également à Dieu d'emmener quelqu'un pour nettoyer la chambre, avant de lui faire remarquer qu'il devait frapper à la porte avant d'entrer. La publication de cette caricature avait suscité un tollé sur les réseaux sociaux dans différents pays musulmans, mais de très nombreux internautes avaient également pris la défense de l'écrivain jordanien. Il reste que cette violente campagne lancée par les adversaires de Nahed Hattar sur les réseaux sociaux réclamait que soit punie l'«offense» de l'écrivain. Face à cette colère, Nahed Hattar avait rapidement retiré la caricature, dont il n'est pas l'auteur, de son compte. Il expliquait au passage qu'il se moquait uniquement des djihadistes et de leur représentation du Seigneur et du paradis et qu'il n'avait jamais voulu s'en prendre à la personne divine. Le Premier ministre, Hani al-Malki avait ordonné au ministre de l'Intérieur Salam Hammad, de convoquer l'écrivain et d'engager des procédures judiciaires à son encontre après la publication de cette caricature.

La Jordanie est membre actif de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, qui combat Daech en Irak et en Syrie. Le royaume qui craint depuis plusieurs années une contagion de la menace djihadiste sur son territoire, a été le théâtre cet été de deux attentats, l'un contre les services de renseignement (5 morts) et l'autre, revendiqué par Daech, contre les gardes-frontières (7 morts).